

À CHAUD

Ça chauffe à Stalingrad

NUMÉRO SPÉCIAL MOUVEMENT LYCÉEN

8h17 Les lycéens de la rive droite entament leur journée de mobilisation



8h30 Plois sur le cours Victor Hugo



8h37 Au lycée Montaigne



8h57 Slogans pacifiques place Pey Berland



9h00 Sit-in place Pey Berland



10h28 Une voiture retournée place Stalingrad



11h20 Un jeune tente d'ériger une barricade rue de la Benauges sous le regard des forces de l'ordre



Photos Alexandra Lassiaille



Peu après 10 h les violences démarrent sur la place Stalingrad

La manifestation, d'abord pacifique, a tourné à la violence. Dans un climat d'insurrection générale, les lycéens se sont mobilisés à travers la ville de Bordeaux hier pour dénoncer Parcoursup et la réforme du lycée.

Les bouts de verre crissent sous les chaussures. Il est 10h30 place Stalingrad. Une voiture vient d'être retournée par des jeunes en capuche. La scène rappelle les saccages du week-end dernier, à Paris, lors de la mobilisation des Gilets jaunes. Pourtant, ce sont ici des lycéens qui sont à la manœuvre.

Deux heures plus tôt, un cortège d'élèves, provenant d'établissements de la rive droite, se forme et traverse le pont de pierre à vive allure. Norman, du lycée François Mauriac, est en tête : « On passe prendre tous ceux qui le veulent ». Leur but ? Atteindre l'Hôtel-de-ville sans se faire bloquer par la police. Avant-hier, le cordon des forces de l'ordre avait empêché les lycéens de la rive droite de passer de l'autre côté de la Garonne. Après un bref arrêt porte de Bourgogne, les manifestants défilent sur la route, au milieu de la circulation. Deux motos de police se placent en tête de cortège pour sécuriser le mouvement.

La troupe arrive rue Sainte-Catherine « Pas de casse ! », crie l'un d'entre eux. Eliott se tient sur l'amas de poubelles qui bloque le lycée Montaigne, cours Victor-Hugo. Sac sur le dos, il se félicite de la réussite du mouvement : « Grâce aux réseaux sociaux, on est parvenu à réunir des gens venant de tout Bordeaux ». « On est tous des porte-parole, renchérit Hannah, 15 ans. J'ai moi-même partagé des appels à manifester sur Instagram et Snapchat. En tant que lycéens, on estime qu'on doit se bouger ».

Revendications multiples

Une parent d'élève, en gilet jaune, conseille les jeunes : « Sortez de la rue, vous allez être cassés ! Allez vers la Victoire ! » C'est chose faite quelques minutes plus tard. Arrivés à l'Hôtel-de-ville, ils lèvent les mains au-dessus de leur tête : « C'était la consigne, c'est pour montrer aux CRS qu'on ne veut pas de violence », explique celui qui se fait appeler Jésus et qui manifeste « avec l'accord de [ses parents] ».

Dans le cortège, on dénonce pélemêle « Parcoursup, la réforme du lycée,

les suppressions de postes dans l'enseignement, les inégalités entre établissements... » Aux premiers rangs, la jeunesse s'assoit à une dizaine de mètres des forces de l'ordre. Un pétard fait sursauter la foule. Les lycéens se retournent et scandent : « Casseurs, dégagez ! » Une délégation s'approche des gendarmes mobiles : « Vous avez vu, on n'est pas violent ». Après une vingtaine de minutes, les manifestants remontent la rue Sainte-Catherine et font route vers le Grand-Théâtre. En chœur, ils entonnent « Macron t'es foutu, la jeunesse est dans la rue ». Place de la comédie, ils rejoignent les élèves du lycée Montesquieu, venus leur prêter main-forte. Curtis, un des porte-parole du mouvement, prend le micro et leur rappelle le mot d'ordre : « Il faut rester pacifiques ». Quelques minutes plus tard, un premier caillou est lancé en direction des policiers. Le cortège se déplace rapidement en direction de la place de la Bourse, où certains grimpent sur le rebord de la fontaine, banderoles « réforme suppression » à la main. L'ambiance est à la fête. Une enceinte diffuse Young, Wild and Free de Wiz Khalifa. Les paroles de la chanson résonnent et prennent ici tout leur sens.

« C'est la guerre civile »

Vêtus de noirs, cagoulés ou à visages découverts, certains jeunes, appelés « casseurs » par les autres, partent pour la rive-droite et invitent les moins belliqueux à se joindre à eux. Sur la place Stalingrad, de l'autre côté de la Garonne, des volutes de fumée noire s'élèvent d'un brasier. On alimente un feu de poubelles par des jets de déodorants et de trottinettes électriques dont le bois ou le plastique se consume. Walid, un jeune lycéen, lance un projectile dans le feu : « L'Etat nique notre scolarité, à nous de niquer l'Etat ». Une bagarre éclate entre deux groupes de lycéens. Des gilets jaunes, secouristes de métier pour la plupart, tentent de jouer les médiateurs entre casseurs et pacifiques. Des jeunes encapuchonnés s'en prennent à une boutique. Ils saccagent la vitrine d'un tabac. A l'intérieur, le

commerçant, effrayé, s'empresse de baisser le rideau de fer. Pour Walid, « on est dans une guerre civile, c'est sûr et certain ».

Jusqu'à présent absentes, les forces de l'ordre arrivent en nombre sur le pont-de-pierre et se déploient sur toute la place Stalingrad. Certains manifestants sont encore dans la rancune de la veille. « Les CRS abusent de leur force, le répondant est trois fois plus fort », affirme un lycéen qui souhaite rester anonyme. A ses côtés, un de ses amis retousse son pantalon de survêtement et laisse apparaître une marque rouge au niveau du tibia : « J'ai

reçu un tir de flashball », déplore-t-il. Première charge contre les casseurs qui fuient dans les rues adjacentes. Rue de la Benauges, des silhouettes grises brisent une à une les vitres des voitures. Un jeu du chat et de la souris commence alors avec les forces de l'ordre. Pour les lycéens, c'est la fin de parcours. Ils s'éparpillent, pendant que les CRS tentent de boucler le quartier.

Hippolyte RADISSON @H_Radisson
Alexandra LASSIAILLE @A_Lassiaille

Trégey : le lycée qui débraye

Pour trouver les lieux en pointe du mouvement, il faut franchir la Garonne. Pourquoi ces établissements sont-ils aussi mobilisés ?

« Les lycées de la périphérie comme Trégey sont les plus impactés. Ce sont souvent des établissements professionnels ou technologiques, situés dans des quartiers reconquis comme sensibles, qui sautent sur les occasions de manifester », rappelle François Richard, syndicaliste et professeur au lycée des Graves à Gradignan. Pour lui, une géographie des contestations est clairement établie.

Sur place, l'analyse se vérifie. Au lycée Trégey, classé en zone d'éducation prioritaire (ZEP) et situé dans le quartier de la Bastide, il y a comme un goût de déjà-vu.

Le lycée est habitué aux débordements et aux comportements violents de la part des élèves. Il a déjà fait, à ce sujet, la Une des journaux. Alors, en cette troisième journée de contestation lycéenne, le proviseur, M. Le Houedec, est forcé sur le qui-vive. « On a lancé ce qu'on appelle "l'alerte confinement" au micro, en fin de matinée. Ce qui veut dire que les élèves ont l'interdiction stricte de sortir de l'établissement. Le but est d'éviter au maximum les débordements et les bagarres sur la place publique. » Mais, tous les jeunes n'obéissent pas à ces consignes. Capuche vissée sur la tête, iPhone en main, Julien patiente devant les barres de fer qui barricadent l'entrée de ce « bahut ». « Ici, on est habituée à ce que ça dégénère, on est des énervés dans le quartier. »

Pas plus tard qu'au mois d'octobre, la moitié des enseignants avait suspendu ses cours pendant deux jours pour protester contre le comportement violent de certains jeunes. Un phénomène qui

dure depuis des années et qui est classé « sujet sensible » au rectorat de Bordeaux. Depuis la violente agression, il y a deux ans, d'un lycéen de seconde qui s'était soldée par quatre mois de prison avec sursis pour les quatre agresseurs, l'établissement est dans le viseur des parents d'élèves et des professeurs qui estiment que les moyens de sécurité déployés ne sont pas suffisants.

Nous n'en saurons pas plus. Trop occupé à essayer de calmer d'hypothétiques emportements collectifs, le proviseur n'a pas le temps pour parler sécurité plus en détail. Il est 11 h 30, ce mercredi, des camions de CRS bloquent la rue de Trégey. Deux élèves de seconde, bras ballants devant le trottoir de l'établissement, sont accablés : « Ils savent même pas pourquoi ils manifestent. Tout ce qui les intéresse, c'est de casser. »

Edith ROUSSELOT @EdithRousselot

Ils veulent la peau de la réforme



Des lycéens manifestent place de la Bourse mercredi 5 décembre

C'est la nouveauté de ce début de semaine. Depuis lundi, les lycéens se joignent à la fronde. Galvanisés par le mouvement des gilets jaunes, les élèves d'une centaine de lycées bloquent leurs établissements dans toute la France. Si les syndicats lycéens appellent désormais à une convergence des mécontentements, ils comptent faire entendre leurs propres revendications.

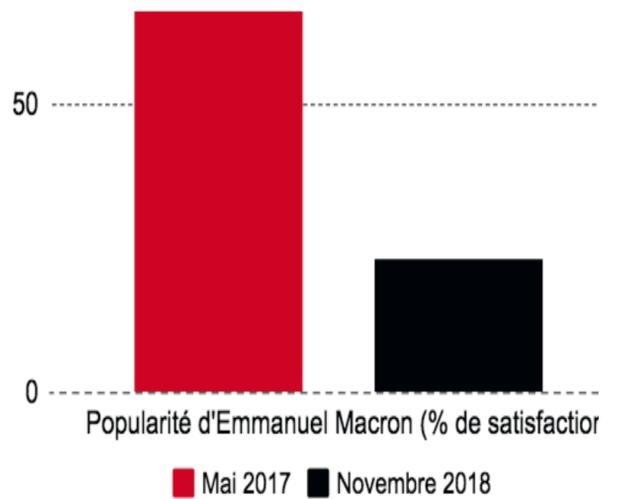
Guillaume PTAK [@Guillaume_ptak](#)

Ils sont jeunes, ils vont bientôt passer le bac et ils se regroupent depuis trois jours sous la bannière #Revanche-Lycéenne. Sur les réseaux sociaux, ils partagent le même mot d'ordre, lancé en début de semaine par l'Union Nationale Lycéenne. Un mot d'ordre en forme de revanche. Revanche contre la sélection à l'université, la réforme du lycée, l'instauration du Service National Universel... De façon plus diffuse, les élèves entendent aussi dénoncer le mépris du gouvernement et la progression des inégalités dans la société française. La contestation ne faiblit pas : plus d'une centaine de lycées ont ainsi été bloqués en quatre jours. De violents affrontements ont opposé jeunes et policiers à Bordeaux, Toulouse et Nantes. Si ces derniers mois, les appels à la mobilisation des syndicats lycéens avaient rencontré peu d'écho, les gilets jaunes semblent avoir insufflé au mouvement un élan nouveau. Au nombre des revendications lycéennes, figure l'abrogation de la loi ORE, qui prévoyait la création de la plate-forme d'orientation

post-bac Parcoursup. Accusée de pénaliser les catégories sociales les plus défavorisées, sa mise en place, à la rentrée 2018, avait provoqué une importante vague de contestation étudiante. Déjà. Autre revendication, le retrait de la réforme du baccalauréat et du lycée, déjà partiellement en vigueur. Elle prévoit la suppression des filières générales, remplacées par un tronc commun et des enseignements de spécialité. La réforme nourrit la crainte d'un renforcement des inégalités territoriales. Les élèves mobilisés s'insurgent également contre la baisse du nombre d'enseignants : les syndicats du secondaire estiment le nombre de postes supprimés à 2 600 cette année, tandis que la population d'élèves devrait augmenter de 40 000 à la rentrée 2019. Une saignée dénoncée par les représentants syndicaux, alors que la mise en place du Service National Universel devrait coûter 1,7 milliards d'euros par an. La contestation pourrait se poursuivre : les syndicats étudiants appellent les lycéens à « rejoindre les gilets jaunes » samedi pour une journée nationale de blocage.

Macron La chute en chiffres

Infographie par Antoine MAFFRAY [@toinou_nours](#)



16 000 +24%

Etudiants sans affectation via la plateforme Parcoursup fin août 2018. L'an passé à la même période, ils n'étaient plus que 6000 via Admission Post Bac.

Augmentation du prix du diesel en 2018. 70% des véhicules français roulent au gazole, et les taxes représentent 60% du prix du litre à la pompe



La nouvelle limitation de vitesse sur les 400.000 kilomètres de routes départementales passe très mal auprès des usagers

3,2

Soit, en milliards le manque à gagner pour l'Etat à la suite de la baisse de l'ISF

+0,3%

D'augmentation des allocations familiales, des pensions de retraite de base et des APL en 2018. Une inflation de 1,7% est prévue pour cette année

46%

C'est la part des gains liés aux baisses d'impôts instaurées durant le début du quinquennat qui a profité aux 10% des Français les plus riches, selon l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE)

Les commerçants remballent

La vague de contestation initiée par les gilets jaunes a des répercussions sur l'activité économique de nombreux commerçants bordelais. Créateurs, artisans ou petites entreprises : pour eux, le risque de préjudice financier est réel.



La place Pey Berland occupée par les lycéens

A deux jours du lancement du marché de Noël solidaire, place Pey-Berland, en face de la mairie, les chalets qui doivent accueillir les créateurs sont curieusement fermés. Au pied de la cathédrale Saint-André, les stigmates des manifestations du week-end sont encore visibles : abris de tramway saccagés, graffitis, vitres brisées... Des conséquences moins apparentes que les déplorations de nombreux commerçants subissant le contrecoup des mobilisations de ces derniers week-ends. La troisième édition du marché n'aura

pas lieu : la préfecture y a renoncé. L'annulation a été décidée pour des raisons de sécurité. Chapeliers, bijoutiers ou même charcutiers, le coupeur est tombé pour chacun. Emilie Dubot, créatrice de bijoux japonais à Cestas, est profondément déçue. « Je m'attendais à faire un bon chiffre d'affaires sur ce marché parce que, d'habitude, je réalise 40 % de mon chiffre d'affaires annuel, sur cette période. » Il faut dire que le mois de décembre est un véritable poumon d'activité commerciale pour l'artisanat d'art. Si, du côté des organisateurs, on n'en

est pas encore à communiquer, la quarantaine de créateurs tente de se mobiliser pour trouver une solution. « On ira peut-être au Haillan, dans l'atelier de l'une des créatrices. » Emilie déplore surtout ces mois de travail qui « risquent de tomber à l'eau. On a commencé à préparer les stocks pour Noël en septembre. Elle est là, la déception. ça nous reste sur les bras. » A Mérignac, l'inquiétude est partagée par d'autres secteurs d'activité. Michel Dumon, le président de l'U2P Gironde, organisation patronale qui rassemble artisans et professions libérales, dresse un constat inquiet. « Pour les métiers de service et de l'alimentation, c'est catastrophique. Les clients veulent plus prendre leur voiture pour aller à Bordeaux. Du coup, ce sont les artisans de proximité, en dehors de la ville, qui voient leur fréquentation augmenter. » Samedi prochain, ce sera certainement l'acte quatre de la mobilisation. La santé financière de nombreux acteurs économiques de la région s'inventera dans le débat, dans un rôle bien ingrat : celui des victimes silencieuses, mais déjà impactées, des prochaines fêtes de fin d'année.

Lauriane VOFO [@ItsLaurianeV](#)

Tom, 16 ans,
lycéen en 1^{ère} au Lycée Montesquieu



« Nous, on manifeste parce qu'on est contre la réforme de Parcoursup. Même si on ne sera pas directement touché, on est solidaire avec les plus jeunes. On s'inquiète pour notre avenir et nos études. Comme les gilets jaunes, on se bat contre le gouvernement, mais contrairement à eux, on manifeste pacifiquement. Je suis pacifiste. Utiliser la violence, comme cet après-midi à Stalingrad, c'est stupide. Il n'y a aucun intérêt à dégrader les biens des autres. Il ne faut pas oublier qu'après, ce sont les impôts de nos parents qui vont payer les dégradations. Nous, on répond par le dialogue et on compte bien poursuivre la mobilisation. »

Alice 28 ans,
auxiliaire de vie

« J'ai deux masters, mais les aléas de la vie m'ont poussée à trouver un travail rapidement. Résultat, ça fait deux ans que je suis auxiliaire de vie. Tous les boulots qu'on nous propose dans l'éducation sont au SMIC. Nous n'avons aucune reconnaissance du gouvernement et notre métier n'est pas valorisé. Ceux qui travaillent dans le social sont sous-payés parce que ça ne rapporte rien en termes de PIB national. Le SMIC n'est à la hauteur du coût de la vie. Dès qu'il faut faire 30 kilomètres en voiture pour aller travailler, on n'y arrive plus. Je

suis célibataire et je n'arrive pas à vivre et me loger avec mon seul salaire. Je porte le gilet jaune et je soutiens le mouvement mené par les lycéens. C'est important de les encadrer, ce sont des enfants, ils ont un combat, des revendications. Et nous devons leur montrer que la lutte peut être pacifique. »

Christine Arroy, 58 ans,
gérante de sociétés d'ambulance et vice-présidente de l'Association Transport Sanitaire Urgent de la Gironde

« Nous sommes contre la loi de financement des transports sanitaires mise en place sans aucun dialogue avec nous. On est dans une impasse. Avant la réforme, on était payé par la Sécurité Sociale en trois jours maximum. Aujourd'hui ce sont les établissements médicaux qui nous paient, avec un délai plus long. J'attends le paiement de certaines cliniques de-



puis plus de deux mois. Autre problème, les cliniques fonctionnent par appels d'offre et nous demandent de baisser nos prix. Face aux entreprises de taille nationale, on ne peut plus suivre. Ce qu'on demande, c'est une baisse significative des charges sociales, le maintien du CICE, la même détaxe que les taxis sur le gazole. Si nous ne sommes pas entendus, nous nous mobiliserons à nouveau, dans le calme et la sérénité. »